

MC/INF/303

**Original : anglais
9 novembre 2010**

QUATRE-VINGT-DIX-NEUVIEME SESSION

DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION 2010

Migration et mutations sociales

Perspectives et possibilités pour les responsables politiques

DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION 2010 *Migration et mutations sociales*

Perspectives et possibilités pour les responsables politiques

I. INTRODUCTION

1. La migration est un catalyseur de changements sociaux et de développement aux niveaux macro et micro, créant entre les migrants pris individuellement et les communautés d'origine, de transit et de destination dans leur ensemble des espaces d'échanges qui modifient les structures sociales et font évoluer les identités, les attitudes ainsi que les normes et les pratiques. A une époque où les schémas de mobilité sont de plus en plus complexes et où la quasi-totalité des pays sont, d'une manière ou d'une autre, touchés par le phénomène migratoire, le transnationalisme – c'est-à-dire le fait pour une personne d'établir et de maintenir des liens sociaux et culturels par-delà les frontières géographiques¹ – présente tout à la fois des chances et des défis. En mettant l'accent sur les liens que les migrants tissent entre les pays, la perspective transnationale apporte un éclairage à l'analyse des questions plus vastes de la migration et des mutations sociales dans les pays d'accueil et d'origine. Les notions d'appartenance et d'identité devront peut-être être révisées à la lumière du transnationalisme et des dynamiques migratoires modernes, qui font apparaître que, loin d'être statique et unidimensionnelle, l'identité individuelle et collective présente de multiples aspects et est en constante évolution. Des politiques migratoires efficaces, élaborées en fonction du contexte transnational, peuvent mettre en valeur les avantages de la migration tout en préservant la cohésion sociale.

2. En 2010, le Dialogue international sur la migration (IDM) avait été l'occasion de se pencher sur ces défis et de dégager des solutions concrètes aux questions que soulèvent la migration et les mutations sociales dans un paysage caractérisé par des réseaux de communication, de transport, d'échanges commerciaux et d'informations toujours plus denses. Le présent document résume les conclusions générales qui sont ressorties des discussions et des échanges entre responsables politiques et praticiens lors de deux ateliers d'intersession organisés dans le cadre de l'IDM sur les thèmes : "La migration et le transnationalisme : chances et défis" (9 et 10 mars 2010)² et "Sociétés et identités : les incidences multiformes de la migration" (19 et 20 juillet 2010)³.

II. ENSEIGNEMENTS TIRES

3. Tout d'abord, **la migration n'est qu'un vecteur de mutations sociales parmi beaucoup d'autres**. Elle a néanmoins le potentiel d'enrichir non seulement l'économie, mais aussi – et cela est tout aussi important – la vie culturelle, politique et sociale des pays d'origine et de destination.

¹ *Etat de la migration dans le monde 2008 : Gestion de la mobilité de la main-d'œuvre dans une économie mondiale en mutation*, OIM, Genève, 2008, page 530.

² On trouvera de plus amples informations sur cet atelier, ainsi que l'ordre du jour, le document de travail, la liste des participants et d'autres documents sur le site www.iom.int/idmtransnationalism.

³ On trouvera de plus amples informations sur cet atelier, ainsi que l'ordre du jour, le document de travail, la liste des participants et d'autres documents sur le site www.iom.int/idmsocieties.

4. Deuxièmement, **l'un des objectifs fondamentaux de la gestion des migrations est de préserver la cohésion sociale face à une mobilité ou une diversité accrues.** Les mutations socioéconomiques et politiques induites par la migration peuvent soulever des difficultés qui appellent des réponses originales dans différents domaines d'élaboration des politiques. Les efforts déployés à cette fin à l'échelle nationale peuvent être utilement complétés par des initiatives prises par les communautés et les municipalités au niveau local, où les échanges entre les migrants et les nationaux sont particulièrement tangibles et immédiats, que ce soit dans les pays d'origine ou dans ceux de destination.

5. Troisièmement, **la dynamique transnationale est une caractéristique clé des réalités migratoires contemporaines.** En mettant en relief les multiples liens que les migrants entretiennent avec diverses sociétés, cette perspective bouscule certaines notions se rapportant aux droits dans la mesure où ils sont déterminés par la citoyenneté. Des politiques migratoires élaborées dans un contexte transnational ont tendance à avoir des répercussions au-delà du territoire national et, inversement, leur succès sera déterminé par des réalités existant par delà les frontières nationales.

6. Quatrièmement, **les migrants sont tout à la fois agents et sujets du transnationalisme.** D'une part, les migrants suscitent des échanges sociaux et culturels entre les sociétés, tout en influant sur les schémas migratoires mondiaux par le biais de leurs réseaux sociaux. D'autre part, les liens qu'ils entretiennent simultanément avec plusieurs endroits façonnent souvent leur vie de manière déterminante, tant sur le plan émotionnel que d'un point de vue pratique.

7. Cinquièmement, **la migration a également des répercussions sur les nationaux dans les pays d'origine et de destination,** dont les besoins et les vulnérabilités doivent être prises en considération lors de l'élaboration des politiques. Les conséquences sociales de la migration comme le bouleversement des structures familiales ou la redéfinition des rôles traditionnellement impartis aux deux sexes, affectent souvent davantage les femmes et les enfants qui restent au pays, bien que ces changements structurels puissent parfois déboucher sur une autonomisation des femmes.

8. Sixièmement, **il est déterminant, pour la cohésion sociale, que le discours public s'attaque aux idées et aux conceptions erronées de la migration et des migrants.** Il est fondamental de donner des migrants une image positive pour améliorer leur acceptation par la société et la reconnaissance de leurs contributions. A cet égard, les médias ont un rôle décisif à jouer. Il est tout aussi important de prendre acte des préoccupations exprimées par les communautés d'origine, de transit et de destination et d'y répondre afin d'apaiser des peurs dénuées de fondement.

9. Septièmement, **l'intégration est une notion évolutive qu'il y a lieu de réexaminer à la lumière de réalités migratoires et de paramètres socioéconomiques et politiques fluctuants.** Chaque société a sa propre définition de l'intégration, qui dépend de facteurs sociaux, culturels, historiques et autres qui lui sont propres. De plus, le type d'intégration nécessaire pour assurer un climat social fondé sur la cohésion peut varier considérablement selon la nature de la migration considéré ou la définition donnée par une société de la migration.

III. PERSPECTIVES ET POSSIBILITES POUR LES RESPONSABLES POLITIQUES

Faire en sorte de réduire les conceptions erronées des migrants et de la migration dans le discours public

10. L'image des migrants et de la migration est au cœur de toute relation entre les migrants et la société. Une représentation tendancieuse de la migration dans le discours public, des récits inexacts ou une présentation raccrocheuse de l'information peuvent susciter des perceptions erronées des migrants et de la migration et, par suite, aboutir à l'exclusion des communautés migrantes et à l'éclatement de la cohésion sociale. Sans minimiser les difficultés réelles et complexes que pose la migration à la société, il est indispensable de s'attaquer aux images déformées données des migrants ainsi qu'aux "mythes sur la migration" en invitant les médias à présenter les informations avec objectivité et exactitude et en engageant la société à identifier et à combattre les déclarations racistes, xénophobes, extrémistes et hostiles. Par leur capacité à atteindre un large public et à influencer les discours, les médias sont investis d'importantes fonctions et responsabilités sociétales pour promouvoir l'intégration sociale. Des pratiques efficaces consistent à associer plus étroitement les migrants à la production d'informations, à diriger celles-ci (qu'elles soient télévisées ou écrites) vers les migrants, et à promouvoir un débat public sur les questions migratoires qui soit réaliste et factuel plutôt que raccrocheur. La présence de voix différentes dans les médias est importante non seulement parce qu'elle reflète la diversité d'une société, mais aussi parce qu'elle contribue de manière déterminante à l'autonomisation des migrants et à l'amélioration de leur image en leur permettant de se représenter eux-mêmes plutôt que d'être simplement représentés. En soutenant des médias animés par, et ciblés sur, les migrants ou les communautés ethniques minoritaires, les sociétés de destination peuvent tirer profit du point de vue des migrants sur les mutations sociales auxquelles ils prennent part, ainsi que de leur contribution dans le domaine social et culturel.

Promouvoir des initiatives visant à renforcer la participation sociale des migrants et à faciliter les interactions entre ceux-ci et les communautés, notamment à l'échelle locale

11. Tout en offrant des possibilités de développement personnel et d'apprentissage, l'expérience transnationale peut également se traduire, chez certains, par une perte d'identité ou d'appartenance à une société donnée, surtout lorsque les membres d'une famille ne migrent pas ensemble. Les mesures prises pour renforcer la participation sociale des migrants peuvent atténuer le sentiment de marginalité et permettre aux intéressés de mettre à profit tout leur potentiel. Parallèlement, les sociétés d'accueil perçoivent parfois les "nouveaux arrivants" comme une menace, si bien que pour pouvoir accepter les mutations qu'elles subissent, elles peuvent avoir besoin de temps et d'un débat public sérieux. Des groupes de discussion et d'autres formes de dialogue communautaire peuvent permettre de dégager et d'arbitrer les difficultés susceptibles d'apparaître durant le processus d'intégration. Les acteurs locaux, qu'ils soient gouvernementaux ou non, peuvent jouer un rôle particulièrement utile en adoptant des mesures propices au dialogue et au rapprochement entre les migrants et leurs communautés axées sur le degré d'interaction sociale le mieux adapté aux conditions de vie de la plupart des personnes. En l'absence de réponse universelle, des solutions créatives et adaptées à des communautés particulières se sont révélées très efficaces, comme en témoignent des initiatives lancées dans de grandes villes abritant une importante population de migrants. En ce qui concerne l'interaction entre les migrants et leur communauté d'origine, il est possible de réduire les malentendus sur les besoins et les attentes mutuels en communiquant par le truchement des associations de migrants et en améliorant les moyens

techniques. Bien que difficiles à mesurer et à gérer, les rapatriements sociaux – à savoir, les idées, pratiques, compétences et valeurs transmises par les migrants à leur communauté d'origine – peuvent contribuer au changement et au développement, tout particulièrement au niveau des personnes et des ménages. Par exemple, ils peuvent influencer les rôles traditionnellement impartis aux deux sexes et les comportements qui favorisent la santé, et contribuer à l'amélioration du niveau d'éducation des enfants de migrants dans les pays d'origine.

Institutionnaliser des mécanismes permettant de renforcer la participation politique des migrants et des diasporas

12. Les allégeances multiples des migrants suscitent souvent la méfiance dans les pays d'origine et d'accueil et sont interprétées comme des "loyautés divisées". C'est pourquoi, et alors même qu'elle contribue dans une large mesure à une intégration réussie et à la cohésion sociale, la participation des migrants au processus d'élaboration des politiques, y compris les élections, dans les pays de destination et d'origine est souvent restreinte. La mise en place de structures et de moyens institutionnels permettant aux migrants de prendre part à la vie politique et sociale débouchera, en définitive, sur des politiques mieux adaptées et des sociétés plus accueillantes. Tout en étant liée aux questions de nationalité, la participation politique peut être renforcée sans qu'il soit nécessaire de naturaliser les migrants, par exemple en leur accordant certains droits politiques à l'échelle locale, ou en instituant des organes consultatifs par l'intermédiaire desquels les communautés migrantes peuvent s'exprimer sur les questions et les décisions qui les concernent. En sollicitant l'avis et les réactions des migrants et des minorités sur les politiques et les programmes, ou en veillant à ce qu'ils soient représentés au sein des collectivités locales, il est possible d'améliorer considérablement la visibilité, la participation et le rôle des migrants dans la vie communautaire, et de contribuer ainsi à des sociétés plus accueillantes. De même, les pays d'origine pourraient envisager de renforcer les liens politiques avec les populations migrantes, par exemple en leur offrant la possibilité de voter depuis l'étranger, en consultant régulièrement la diaspora par le biais du réseau national de consulats, ou en donnant une voix à la diaspora au sein du pouvoir législatif, par exemple par l'intermédiaire d'organes spéciaux ou au parlement.

Adapter les politiques pour apporter un soutien efficace aux différents groupes de migrants

13. Différents facteurs – liés à l'âge, au sexe, à la langue, à la culture ou au statut migratoire – peuvent empêcher certains groupes de migrants de participer effectivement à la société et créer des vulnérabilités potentielles. Pour réduire ces vulnérabilités, des mesures efficaces telles que des séances d'orientation précédant le départ, des services de conseil, des cours de langues ou la mise en œuvre de programmes de sensibilisation des migrants à leurs droits et responsabilités, peuvent déjà être prises dans les pays d'origine. Dans les sociétés d'accueil, certains services ou institutions clés devront peut-être être mis à la disposition des migrants qui ne maîtrisent pas parfaitement la(les) langue(s) locale(s) ou qui connaissent mal la culture et les usages locaux, afin qu'ils puissent exprimer clairement leurs besoins et comprendre ce qu'on attend d'eux. Les services publics, notamment le secteur de la santé, devront peut-être s'adapter pour répondre à la diversité culturelle. Par exemple, dans les pays ayant une longue tradition d'immigration, le vieillissement des communautés migrantes peut nécessiter la mise en place de soins aux personnes âgées adaptés à leur culture.

Améliorer l'efficacité des politiques en garantissant leur pertinence et leur cohérence et en renforçant la coopération

14. Pour pouvoir relever avec efficacité les défis transfrontières de la migration, les responsables politiques doivent ancrer leur réflexion et leur action dans une perspective transnationale en collaborant à l'échelle bilatérale, multilatérale et locale. La coopération doit être renforcée à tous égards, tant au niveau horizontal entre les divers ministères, que sur le plan vertical entre les échelons locaux et nationaux de gouvernement. Pour éclairer le débat public et les politiques, il est fondamental d'investir dans la recherche et la collecte de données complètes sur les incidences sociales de la migration. Un suivi régulier des schémas, flux et prévisions migratoires peut aider les responsables politiques à adopter des mesures mieux adaptées aux réalités transnationales, qui facilitent la participation politique et sociale des migrants et leur apportent un appui approprié et opportun. Il est possible de renforcer la cohérence des politiques migratoires, tant en ce qui concerne leur formulation que sur le plan de leur mise en œuvre ultérieure, grâce à un renforcement des partenariats et à la diffusion des meilleures pratiques entre les diverses parties prenantes, y compris les acteurs non gouvernementaux tels que les groupes de la société civile, le secteur privé et les sociétés multinationales. Leurs observations et leur savoir-faire peuvent contribuer utilement à améliorer l'efficacité des politiques de services. Par exemple, dans le domaine de la protection sociale, il importe de veiller à ce que les migrants et ceux qui retournent au pays aient accès aux dispositifs de sécurité sociale tels que l'assurance maladie, l'assurance chômage ou la retraite, et à ce que leurs droits puissent être transférés. A cet égard, il est fondamental de mettre en place des mécanismes bilatéraux ou régionaux qui facilitent l'accès équitable à ces prestations, offrant notamment la garantie que les prestations accumulées ne seront pas perdues en cas de déménagement dans un autre pays. Les politiques gagneront en efficacité si la coopération est élargie à des partenaires du secteur privé, tels que les compagnies d'assurance ou les sociétés multinationales.

Mettre en œuvre des mesures visant à atténuer les incidences négatives de la migration sur les familles

15. Souvent considérée comme l'unité de base de la société, la famille est touchée de diverses façons par la migration et appelle une attention particulière de la part des responsables politiques. Dans les pays d'origine, les difficultés psychosociales et les conséquences sociales engendrées par la migration se font surtout sentir parmi les conjoints et les enfants restés au pays. A cet égard, il est possible de mettre en place, entre autres, des mécanismes d'appui psychosocial dans les écoles, et d'apporter une assistance aux conjoints en leur proposant une formation professionnelle, l'accès aux facilités de crédit, ainsi que des possibilités d'emploi et de création d'entreprises. Toutes ces mesures devraient s'inscrire dans une perspective qui tienne compte des considérations de sexe, reconnaissant que l'éclatement des familles dû à la migration affecte différemment les hommes et les femmes et que les problèmes posés par la séparation sont généralement supportés par les femmes. Dans les sociétés de destination, il est important de mettre en place des mécanismes d'appui non seulement pour les familles migrantes qui viennent d'arriver, mais aussi pour les migrants de la première génération et demie, ainsi que de la deuxième et de la troisième génération, afin de constituer des communautés unies et fonctionnelles. L'émancipation des jeunes n'est pas seulement un objectif fondamental, mais aussi un investissement à long terme dans le bien-être et la cohésion d'une société. Au niveau local, surtout dans les grandes zones urbaines, il importe que la politique sociale et la politique du logement s'efforcent d'éviter toute ségrégation sociale. Enfin, l'apprentissage des langues dans les établissements d'enseignement, les mesures non discriminatoires en matière d'accès à l'éducation supérieure

et à l'emploi, ainsi que la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger, notamment en nouant des partenariats entre les universités, sont quelques-unes des initiatives qu'il est indispensable de prendre pour commencer afin de maximiser les possibilités de contribution et de participation des différents groupes à la société.

IV. CONCLUSION

16. En conclusion, les mutations et les défis induits par la migration invitent les responsables politiques à repenser la formulation, la coordination et la mise en œuvre de leur politique migratoire afin de tenir compte des nouvelles réalités transnationales qui façonnent les relations sociales dans les pays d'origine et de destination. Il incombe à toutes les parties prenantes – pouvoirs publics, sociétés d'accueil et d'origine et migrants eux-mêmes – de s'adapter à ces évolutions et d'œuvrer en faveur d'une société solidaire qui fonctionne. Les responsables politiques souhaiteront peut-être prendre en considération les éléments clés suivants : représentation des migrants et de la migration dans le discours public et politique ainsi que dans les médias ; possibilités, pour les migrants, de participer à la vie sociale, politique et culturelle des sociétés d'origine et de destination pour qu'ils puissent contribuer activement au bien-être des communautés avec lesquelles ils sont en relation ; besoins et préoccupations des communautés d'origine et d'accueil, qu'il est préférable de prendre en compte dans le cadre d'un dialogue ouvert afin d'aider les communautés à s'adapter aux mutations induites par la migration ; problèmes dans les familles de migrants et les familles séparées par la migration, qui appellent l'adoption d'une perspective longitudinale qui tienne compte des jeunes migrants, des migrants de la deuxième et de la troisième génération ainsi que des migrants âgés ; levée des obstacles structurels et pratiques qui empêchent la pleine intégration des migrants dans leur nouvel environnement ; et nécessité d'adopter des mesures concrètes au niveau local qui complètent les politiques nationales. Enfin, il importe que la réflexion politique dépasse le cadre national et associe, par-delà les frontières, des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux pour pouvoir répondre avec efficacité à la nouvelle dynamique sociale créée par la migration.